

Le Costa Rica est un pays qui a investi son capital dans des programmes sociaux plutôt que dans les armes et les forces armées.

Les élections de dimanche dernier au Salvador ont connu un très fort taux de participation. Il est clair que les gens de ce pays veulent avant tout la paix, et qu'ils ont vu l'urne électorale comme leur meilleur espoir à cet égard. L'élection s'est tenue malgré les efforts de la guérilla pour les perturber; et tous les rapports affirment que le scrutin a été honnête. Le processus électoral a sans doute eu certaines failles: mais il faut dire que les élections ne se sont pas tenues dans des conditions idéales. Et elles se révéleront de peu d'importance si le nouveau gouvernement ne met pas les besoins des Salvadoriens à l'avant-plan de ses programmes.

Il serait toutefois irréaliste de penser que la gauche déposera automatiquement les armes. Pour cette raison, nous réclamons urgemment la prise de contacts entre le nouveau gouvernement et le FMLN/FDR afin de tenter d'en arriver à une solution qui tienne compte de la situation post-électorale.

Il est clair que la solution de la crise du Salvador ne se trouve pas seulement au Salvador. Il s'agit d'une crise régionale où interviennent des puissances intra et extra-régionales. Les problèmes sociaux et humanitaires de la région doivent être réglés dans la région, et la région doit être affranchie des rivalités Est-Ouest.

J'ai déjà mentionné l'initiative de Lopez Portillo. Elle a - entre autres choses - le mérite de reconnaître que les préoccupations de sécurité d'un certain nombre de parties doivent être prises en compte. En d'autres termes, tout accord doit tenir compte que les États-Unis et les autres pays de l'hémisphère ont des intérêts légitimes qu'il faut protéger en ce qui touche la sécurité de l'hémisphère.

Quels seraient, de l'avis du Canada, les principes qui devraient sous-tendre une solution plus vaste du conflit dans la région? À mon avis, ce sont les suivants:

Premièrement, il faut reconnaître que les problèmes de la région sont enracinés dans des questions sociales et économiques.

Deuxièmement, il s'impose de toute urgence de promouvoir la croissance économique et la réforme sociale et d'en répartir plus équitablement les avantages au sein des populations. C'est là, comme je l'ai dit, le noeud du problème.